

Contrairement aux apparences, l'initiative n'était pas tout à fait terminée. Dix jours à peine après l'allocution de Trudeau devant le parlement, le dirigeant soviétique Andropov a finalement rendu l'âme, et le premier ministre canadien a pris le premier avion pour Moscou; il comptait assister aux obsèques et, avec un peu de chance, rencontrer Constantin Tchernenko, le nouveau Secrétaire général du Parti, dont la santé n'était pas meilleure que celle d'Andropov. Trudeau a obtenu ses trente-cinq minutes d'entretien, dont il a profité pour dire à Tchernenko qu'il y avait maintenant un compromis possible entre l'Est et l'Ouest. L'austère Gromyko, qui assistait à l'entrevue, répondit d'un ton morne que les pays occidentaux devraient faire des propositions s'ils voulaient que les relations puissent s'améliorer. Même si le premier ministre a déclaré, en sortant de la salle de réunion, que l'initiative venait de recevoir une autre impulsion politique, le doute était permis. Tchernenko, très malade, ne pouvait faire, en direction de la détente, que des pas fort timides. Et Robert Ford, ambassadeur depuis longtemps à Moscou, a porté deux ans plus tard un jugement accablant sur l'initiative. Il a déclaré au journal le *Globe and Mail* que «l'initiative de paix de Trudeau était une absurdité complète» et «que les Soviétiques en avaient fait des gorges chaudes». Trudeau n'avait aucune influence politique à Washington, et «non plus qu'à Moscou ... il n'avait aucun crédit dans l'une ni dans l'autre ville».

ALORS QU'IL VIVAIT SES DERNIERS JOURS AU POUVOIR, LE PREMIER MINISTRE A fait une dernière tentative auprès de ses alliés à la réunion au sommet à Londres; il a alors participé à la rédaction d'un communiqué exigeant «la sécurité et le niveau de forces le plus bas possible». Trudeau a eu, à cette occasion, une bruyante altercation avec le président Reagan, à qui il a déclaré qu'il «devait en faire plus» pour promouvoir la détente. Contrairement à ses habitudes, l'imperturbable (ou comateux) chef d'État a répondu en frappant la table du poing et en criant : «Bon Dieu, Pierre, qu'est-ce que je pourrais bien faire pour les ramener à la table de négociations !» La source de cette anecdote ? «Une session d'information très détaillée organisée par les États-Unis», a souligné d'un ton acerbe Patrick Gossage.

Finalement, Ford avait peut-être raison : toute cette croisade manquée de Trudeau n'était qu'un «bain de foule mondial» comme ont indiqué certains d'un ton railleur. Trudeau était au pouvoir depuis seize ans et il avait participé aux travaux de l'OTAN et du Commonwealth ainsi qu'à des réunions au sommet, mais il ne semblait toujours pas comprendre les rouages des relations entre les grandes puissances.

Sûr de ses capacités intellectuelles et en aucun cas à l'abri de la vanité, Trudeau continuait naïvement de croire au pouvoir des mots et des idées, de croire que la raison pouvait convaincre les grandes puissances de renoncer à rechercher frénétiquement leur seul intérêt, et de croire enfin à sa propre étoile. Trudeau était un original, convaincu qu'il pouvait persuader les autres dirigeants de se joindre à lui dans le combat personnel qu'il menait contre la menace nucléaire. Mais malgré tout son génie, Trudeau n'a pas réussi à comprendre pourquoi les Soviétiques et les Américains rechignaient à prendre le moindre risque pour la paix. Pas plus qu'il n'a réussi à comprendre pourquoi les deux Grands hésitaient à laisser des États plus petits venir leur mettre des bâtons dans les roues. De plus, en tant que tenant de l'équidistance et soucieux qu'il était de ne pas empiéter sur les plates-bandes des superpuissances, Trudeau souffrait d'un mal que ses détracteurs assimilaient à un apparent refus ou à une incapacité de faire la moindre distinction entre les superpuissances. La Russie d'Andropov était infiniment plus menaçante que les États-Unis, même sous Reagan, mais Trudeau semblait souvent incapable de le reconnaître.

AUTRE FACTEUR TOUT AUSSI IMPORTANT, le Canada n'avait tout simplement pas le rang ni les moyens de mener à bien une initiative aussi ambitieuse. Le Canada était un petit pays, et ce, malgré l'opinion un peu surestimée qu'avait de lui ses citoyens, convaincus de son pouvoir et de son influence. Si la politique extérieure du Canada avait effectivement

eu un certain poids par le passé, c'était en raison de la conjoncture mondiale d'après la Seconde Guerre mondiale, et non pas parce que la puissance du Canada avait fondamentalement changé. En d'autres termes, une fois réparés les ravages de la guerre, le Canada avait dégringolé de nouveau à sa place ordinaire, au centre du troisième rang. Seul un pays qui aurait presque eu le statut de grande puissance aurait eu une chance de faire aboutir une initiative de paix dans les années 1980 et encore, à condition que les préparatifs et les plans en aient été soigneusement élaborés au préalable.

Or, tel n'était pas le cas de l'initiative Trudeau. Comme Trudeau ne s'intéressait que sporadiquement aux questions de politique extérieure, son initiative unilatérale avait inévitablement été concoctée à la hâte. Un certain nombre de ses idées, en particulier celle de réunir les cinq puissances, étaient absolument irréalisables – «l'une des plus mauvaises idées jamais formulées à notre époque en matière de limitation des armements», avait déclaré un ambassadeur canadien de haut rang. Et rien n'avait été fait pour faire approuver l'initiative grâce à de patientes discussions diplomatiques en coulisses. Or, sans de pareils efforts, il était presque impossible que l'initiative réussît. Par conséquent, Trudeau semblait parfois sillonner le monde, essayant désespérément de se faire recevoir par les dirigeants des pays qu'il visitait. S'il arrivait à obtenir une audience, on l'écoutait assez poliment, mais son message, dont un fonctionnaire canadien s'était moqué en disant que Trudeau recommandait aux dirigeants de «s'aimer les uns les autres», n'éveillait absolument aucun intérêt dans le regard de ses interlocuteurs. Tout compte fait, avait conclu ce responsable, l'initiative avait eu pour effet d'amoinrir Trudeau – et son pays – aux yeux du monde.

POURTANT, TRUDEAU AVAIT EU RAISON D'ESSAYER, ET PAS SEULEMENT PARCE que le public canadien avait unanimement souscrit à ses efforts (sans pour autant se faire trop d'illusions quant aux résultats possibles). Le monde traversait une période de crise, et les relations américano-soviétiques étaient si mal en point qu'on allait même jusqu'à envisager l'éventualité d'une guerre. Il fallait que quelqu'un parle, et c'est Trudeau qui s'est lancé. Que ce soit ou non grâce aux efforts du premier ministre, l'escalade de la tension a quelque peu ralenti. Des chefs d'État ou de gouvernement comme Kohl, en Allemagne de l'Ouest, et Craxi, en Italie, ont commencé à faire pression sur leurs alliés pour qu'ils se mettent à la recherche d'un compromis. En Grande-Bretagne, M^{me} Thatcher a assoupli sa position, et Reagan a cessé de dépeindre l'URSS comme l'«empire du mal», pour amorcer un dialogue avec elle. Trudeau avait pris les risques, et il méritait une partie des honneurs.

Toutefois, il y avait vraiment quelque chose de paradoxal dans cette situation, surtout pour ceux qui cherchent la cohérence dans les actions et le raisonnement de leurs dirigeants. À l'automne de sa carrière, Trudeau avait, de toute évidence, repris la lutte contre les positions très arrêtées de la Guerre froide; c'était une croisade qu'il avait pourtant abandonnée quelques années auparavant, après avoir réduit le contingent canadien à l'OTAN, en 1969. De plus, il s'était transformé en commode médiateur. Le premier ministre qui, en 1968, avait critiqué le style et le rôle de Lester Pearson, se retrouvait,

en 1983–1984, en train d'essayer de revêtir l'habit «pearsonien» – et probablement avec moins de succès que son prédécesseur. Pearson se serait certainement rendu compte que des négociations préalables soigneusement orchestrées étaient essentielles à toute initiative de paix. Mike Pearson avait certes son orgueil et son désir de briller sur la scène mondiale, mais il connaissait également ses points forts, ses faiblesses et les limites des efforts diplomatiques d'une puissance moyenne. En seize ans de règne, Trudeau n'avait toujours pas compris les contraintes qu'imposait à son pays le fait de vivre de façon précaire dans un monde dominé par les superpuissances. □

© J.L. Granatstein et Robert Bothwell, 1990.

Cet article est tiré du livre intitulé *Pirouette : Pierre Trudeau and Canadian Foreign Policy*, publié chez les Presses de l'Université de Toronto. On peut se le procurer dans les librairies au coût de 35 \$.

